

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article139>



Les nuages nucléaires s'amoncellent au-dessus de l'Asie

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mercredi 4 janvier 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

NEW DELHI, 29 décembre 2005 -

La région de l'Asie et du Pacifique n'a pas seulement émergé comme l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale, elle a aussi occupé l'avant-scène du monde par ses développements relatifs aux armes nucléaires et ses efforts pour acquérir la capacité de les fabriquer.

Depuis l'Iran et Israël à l'ouest jusqu'à la Corée du Nord et au Japon à l'est en passant par l'Inde et le Pakistan au sud, l'Asie a manifesté en 2005 une activité sans précédent dans le domaine nucléaire, qui ne peut qu'aller en s'intensifiant dans les années à venir.

Dans chacun de ces pays, les Etats-Unis jouent un rôle majeur. Leur politique sélective visant tantôt à favoriser tantôt à combattre les activités nucléaires de ces pays vont altérer l'équilibre stratégique dans l'une des régions les plus instables de la planète.

"Ceci constitue un glissement notable par rapport à la période de la Guerre froide, où le centre de gravité nucléaire du monde se situait dans la confrontation tous azimuts entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest, particulièrement intense en Europe », observe Achin Vanaik, professeur de relations internationales et de politique mondiale à l'Université de New Delhi. Il est aussi membre de la Coalition pour le Désarmement Nucléaire et la Paix, et expert nucléaire indépendant. « Malheureusement, les développements nucléaires de l'Asie sont dominés par une superpuissance qui s'est opposée résolument au désarmement nucléaire. »

2005 a vu deux développements nucléaires marquants : une tentative des Etats-Unis et de leurs alliés de censurer l'Iran et de l'empêcher d'enrichir de l'uranium que ce soit à des fins militaires ou à des fins civiles, et un accord indo-américain en vue de « normaliser » le statut de l'Inde en tant que puissance nucléaire et de reprendre avec elle le commerce nucléaire civil.

En 2005, les discussions ont continué entre la Corée du Nord et d'autres nations conduites par les Etats-Unis, comprenant la Chine, la Russie, le Japon, la Corée du Sud et l'Union Européenne, pour dissuader Pyongyang de poursuivre son programme nucléaire militaire. Elles n'ont pas résolu la question.

Pendant ce temps, le Japon a opéré un mouvement qui le rapproche d'une remise en cause de l'engagement, pris par lui après la 2e guerre mondiale, de ne pas fabriquer ni acquérir d'armes nucléaires, ni de mettre sur pied une armée de grande taille. Ce qui acquiert une portée majeure dans le contexte de ce qu'on a pu appeler une « nouvelle Guerre froide » entre le Japon et la Chine.

En septembre, les Etats-Unis ont remis au bureau des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) une motion présentant l'Iran comme « non conforme » à ses obligations dans le cadre du Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP) et ouvrant la voie à sa convocation devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour d'éventuelles sanctions.

L'Iran a rejeté cette résolution et réaffirmé son droit selon le TNP d'enrichir de l'uranium à des fins pacifiques. La Russie a proposé par la suite un compromis d'après lequel l'Iran pourrait transformer le yellowcake (oxydes d'uranium) en hexafluoride gazeux qui serait envoyé en Russie pour son enrichissement.

Selon ce compromis, l'Iran pourrait brûler l'uranium enrichi dans un réacteur de puissance construit avec l'aide des Russes, mais devrait renvoyer en Russie le combustible usé. L'Iran renoncerait ainsi au retraitement qui lui permettrait d'extraire le plutonium, lequel, tout comme l'uranium hautement enrichi, peut servir à fabriquer des

bombes nucléaires.

L'Iran n'a pas formellement rejeté cette proposition, mais ses discussions avec les Trois de l'Union Européenne (Allemagne, France et Grande-Bretagne) n'ont pas donné de résultats.

La position et les activités nucléaires de l'Iran ont suscité une réponse hostile d'Israël, et le président des Etats-Unis George W. Bush a recommencé à le placer sur « l'axe du mal ». Les Etats-Unis auraient dressé des plans pour une intervention militaire contre l'Iran.

Une guerre verbale a alors éclaté entre l'Iran et Israël.

En octobre le président iranien nouvellement élu, Mahmoud Ahmadinejad, a appelé à « rayer Israël de la carte du monde ».

Les dirigeants israéliens ont juré d'interdire à l'Iran l'accès aux armes nucléaires. Le Premier ministre Ariel Sharon déclarait le 1er décembre qu'Israël ne le lui permettrait pas. « Israël, et pas seulement Israël, ne peut pas accepter une situation où l'Iran serait en possession d'armes nucléaires », a-t-il dit.

L'ancien Premier ministre Benyamin Netanyahu a formulé la menace à peine voilée de détruire les installations nucléaires de l'Iran en évoquant de façon positive le bombardement par Israël, en 1981, du réacteur de recherche irakien « Osirak » alors en cours de construction.

Le 16 décembre, l'Iran a répliqué en menaçant Israël d'une « riposte rapide, déterminée et destructrice » en cas d'attaque.

"Ce qui ressort de tout cela, c'est que les conditions sont réunies pour un dangereux conflit au Moyen-Orient », dit Vanaik. « La région est déjà devenue explosive à cause de l'occupation de l'Irak, se rajoutant à la crise palestinienne. Si les Etats-Unis et Israël persistent dans leur ligne dure à l'égard de l'Iran, ils pourraient provoquer des ravages. Le double standard des Etats-Unis -hostilité envers l'Iran, soutien au programme d'armes nucléaires d'Israël- est source d'un grand mécontentement populaire dans la région. »

Le double standard de Washington n'est pas moins évident en Asie du sud. Washington a accepté de faire pour l'Inde une exception sans précédent dans le régime international de non prolifération, en la reconnaissant comme un Etat nucléaire « responsable » bien qu'elle n'ait pas signé le TNP. L'administration Bush s'est offerte pour persuader le Congrès des Etats-Unis d'amender en faveur de l'Inde les lois sur la non-prolifération et de plaider auprès du Groupe des Fournisseurs Nucléaires pour qu'il fasse une exception similaire.

L'Inde et les Etats-Unis sont en train de développer un "partenariat stratégique" comprenant une coopération militaire considérable. En mars, Washington a offert à l'Inde de l'aider à devenir une grande puissance mondiale du 21e siècle.

Ceci est resté sur le coeur du Pakistan, qui voit le partenariat indo-américain comme introduisant une asymétrie stratégique dans la région. Le Pakistan va probablement demander pour lui-même un traitement similaire au regard des technologies et des équipements nucléaires et qui dresse des plans pour de nouvelles installations nucléaires de puissance.

Les Etats-Unis font peu de chose pour désamorcer la rivalité nucléaire de l'Inde et du Pakistan. Ils sont gênés par les révélations concernant les activités clandestines du réseau d'Abdul Qadeer Khan, qui a vendu la technologie

d'enrichissement de l'uranium à l'Iran, la Corée du Nord et la Libye. Mais Washington a besoin du Pakistan comme allié dans la « guerre contre le terrorisme », en particulier contre les talibans et Al-Qaeda. Ils se sont abstenus de faire pression sur le Pakistan pour que celui-ci soumette Khan à un interrogatoire approfondi sur le détail de ses transactions nucléaires.

La ligne dure des Etats-Unis vis-à-vis des activités nucléaires de l'Iran contraste avec leur ligne souple à l'égard de la Corée du nord, nonobstant le fait que Pyongyang a proclamé qu'il avait déjà l'arme nucléaire. Ils offrent des avantages à la Corée du nord, y compris la fourniture d'un réacteur nucléaire civil et une aide économique, même s'ils rejettent sa revendication que la construction du réacteur précède le démantèlement de son programme nucléaire militaire.

"Les critères de lutte contre la prolifération de Washington sont sélectifs, discriminatoires et incohérents », dit Vanaik. « Washington en use comme d'une arme quand cela convient à ses intérêts à court terme. Quand ce n'est pas le cas, il permet aux technologies nucléaires militaires de proliférer. »

Le Japon en fournit un exemple inquiétant. La Constitution, dictée par les Etats-Unis pendant leur occupation d'après-guerre, interdit l'acquisition, la fabrication ou la « disposition » d'armes nucléaires. De nombreux politiciens conservateurs veulent amender ce statut.

Le Japon a accumulé d'énormes quantités de plutonium retraité en Europe occidentale, officiellement pour alimenter ses réacteurs à neutrons rapides, mais avec la possibilité de le détourner rapidement vers des usages militaires.

Si le Japon devait acquérir des armes nucléaires et continuer à mettre sur pied son armée, la Chine réagirait. Déjà, la Chine se sent menacée par le programme de défense anti-missiles balistiques de Washington et par l'accroissement de la coopération militaire entre l'Inde et les Etats-Unis. Si les tendances actuelles se confirment, l'Asie pourrait assister à deux nouvelles courses aux armements -l'une entre le Japon et la Chine, l'autre entre la Chine et l'Inde.

Ces rivalités ne seront pas dues exclusivement à des facteurs régionaux, mais résulteront aussi d'une forte influence extérieure à la région, celle des Etats-Unis. Au moment où l'Asie et le Pacifique passent à l'année 2006, cette région semble promise à l'ébullition et l'instabilité.

(Inter Press Service)

Traduit de l'anglais par ACDN. Translated into French by ACDN.

Voir [l'article original](#) en pages anglaises du site.

Post-scriptum :

Praful Bidwai est un analyste politique basé à New Delhi et un militant pacifiste, éditorialiste dans 25 journaux indiens et co-auteur, avec Achin Vanaik, de : Les nouvelles armes nucléaires : Inde et Pakistan, et le désarmement nucléaire. Tous deux ont partagé en 2000 le Prix international de la paix Sean MacBride attribué par le Bureau International pour la Paix.